

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 37 - VENDREDI 4 JUIN 2009

LE MERLE MOQUEUR

On peut d'ores et déjà annoncer le résultat des européennes. Vainqueur : Bayrou. Le Poulidor de la politique française construit sa deuxième marche sur le podium de 2012. A moins que ça ne soit Cohn-Bendit le vrai vainqueur ? Imaginons : il arrive au deuxième tour en 2012. Qu'est-ce qui se passe ? Le match retour sur 68 ? Car vous avez tous perçu, je pense, la tonalité sportive de ces élections, avec match de barrage entre les Verts transgéniques et le Modem, et match de relégation entre le Front de gauche et le NPA. Mélenchon a bien joué, et assuré sa place de candidat du Front de gauche (anciennement PCF) pour 2012. Et Cohn-Bendit, en bon maoïste qu'il est resté, a phagocyté José Bové. Quant au PS, qu'on se rassure : en dépit des apparences, il garde la main, en n'ayant toujours pas de personnalité évidente pour les prochaines présidentielles. Toute la clef (médiatique) de sa réussite tient dans ce vilain suspense... Mais nous, on s'en fout. Le seul résultat qui nous intéresse, c'est l'Angleterre, là où tout commence.

À LIRE SUR communistesunitaires.net

- [Echanges ACU : ça continue](#)
- [S'émanciper de la militarisation du monde](#)
- [Sacrifices, vous avez dit « sacrifices » ?](#)
- [Un temps de paix pour les enfants palestiniens](#)

A gauche, le spectre* de l'unité hante le vote du 7 juin

L'abstention s'annonce massive. Cette campagne n'aura donc pas permis de mobiliser les électeurs autour de débats et d'enjeux identifiés. Ce n'est pas l'Europe qui n'intéresse pas ; c'est cette campagne sans relief qui ennuie, énerve. Qu'on se souvienne que parmi les plus grands moments de mobilisation politique récents on retrouve des débats européens : Maastricht et le TCE. quatre ans après la victoire du Non au TCE, on ne peut que constater que l'alchimie de 2005 ne s'est pas reproduite. Elle ne pouvait être relancée à l'identique, comme un souvenir, une nostalgie. Elle aurait pu se retrouver si notre gauche avait su se présenter unie, ouverte à toutes ses composantes, aux diverses forces politiques, aux citoyens, aux mouvements sociaux.

Une gauche d'alternative, attractive, dynamique reste à construire. En attendant, le Parti socialiste ne sort pas de ses engluements faute d'avoir une stratégie, une cohésion, un projet ; faute d'avoir tranché les débats qui l'anime. Il lui reste à jouer, une fois encore, la carte du vote utile. Sera-t-il entendu ? Faute de quoi s'annonce un score calamiteux (autour de la barrière symbolique des 20 %, contre 28,9 % il y a cinq ans)

L'UMP, quant à elle, paraît en capacité d'obtenir un score qui fera illusion, puisqu'elle arrivera en tête... Mais à *vaincre sans péril, on triomphe sans gloire !*

Un des « événement » de cette campagne pourrait bien être l'émergence d'un pôle « centriste », récusant le clivage gauche/droite : Bayrou et Cohn-Bendit bénéficient d'une défiance à l'égard des deux forces dominantes sur l'échiquier politique... Et pèseront en faveur d'une recomposition au centre.

Du côté de la gauche opposée au Traité de Lisbonne, le Front de gauche et le NPA totalisent entre 12 % et 14 % des intentions de vote. La seule addition de ces voix, sans même estimer les effets d'une dynamique unitaire – à laquelle la Fédération pour une alternative écologique et sociale aurait voulu participer –, aurait permis d'être la troisième force politique en France.

Le NPA semble pâtir de son choix solitaire (avec une absence de dynamisme et une baisse des intentions de vote, passées de 10-11 % il y a quelques semaines à 5-7 %, contre 3 % en 2004 dans le cadre d'une alliance avec LO). Le Front de gauche paraît, lui, en progrès au cours des dernières semaines (de 4 % à 5,5 - 7 %, contre 6 % en 2004 pour le seul Parti communiste).

A cette heure, il reste à souhaiter que le nombre d'élus opposés au Traité de Lisbonne soit le plus élevé possible. Demain, on ne pourra que souligner que cette poignée d'élus aurait pu être beaucoup, beaucoup plus conséquente et que l'événement politique du 7 juin aurait dû être l'émergence d'une nouvelle gauche. Dès lundi matin, le combat unitaire continuera !

● GILLES ALFONSI

* Au sens premier : le fantôme.

Radiographie de la gauche européenne

Cet article a pour objectif de donner une idée, à quelques jours du scrutin européen, de l'état de la gauche alternative en Europe. Les Verts européens ne sont pas pris en compte, non par exclusive mais parce que leur identité est suffisamment marquée pour qu'ils définissent un ensemble à part. Nous nous concentrons ici sur la gauche historiquement issue des partis communistes et trotskistes et plus récemment des mouvements antilibéraux. N'ayant pas de terme générique pour la désigner, nous l'appellerons ici gauche alternative mais cela recoupe gauche anticapitaliste, gauche de transformation, gauche critique etc. Notre présentation partira des repères transnationaux que sont les trois partis politiques d'échelle européenne, le PGE, le GACE, le NGLA et de l'alliance parlementaire GUE/NGL. Il sera ensuite plus facile de voir quels rapprochements sont déjà opérés en Europe et de mieux situer les particularités locales.

LES PARTIS POLITIQUES EUROPÉENS ET L'ALLIANCE PARLEMENTAIRE GUE/NGL :

Il existe trois partis de la gauche alternative à l'échelle européenne :

• **Le Parti de la gauche européenne (PGE)** est un « parti de partis », socialistes, communistes (avec deux exceptions notoires, les partis communistes grec et portugais), rouges-verts et autres partis démocratiques à gauche de la social-démocratie dans différents pays européens. Son 1^{er} congrès s'est tenu à Athènes les 29 et 30 octobre 2005. Ce parti se veut profondément opposé au capitalisme, et se prononce pour une autre Europe et pour donner un autre contenu à l'Union européenne : dégagée de la tutelle de l'OTAN, ouverte au Sud, offrant un modèle social européen alternatif aux règles de la mondialisation capitaliste et de la « concurrence libre et non faussée », agissant pour la protection de l'environnement et le respect des

droits de l'homme, pour étendre le droit à la citoyenneté à tous ceux qui vivent en Europe. L'ensemble des partis du PGE se sont prononcés contre le TCE.

• **La Gauche anticapitaliste européenne (GACE)** est un réseau de partis européens classés à l'extrême gauche, fondé en mars 2000 à Lisbonne par le Scottish Socialist Party (Ecosse), le Bloc de gauche (Portugal – il a ensuite intégré le PGE), l'Alliance rouge et verte (Danemark), la LCR (France) et le Parti de la liberté et de la solidarité (Turquie). La GACE n'ayant pas de groupe au Parlement européen, certains de ses députés y siègent dans le groupe confédéral Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique.

• **Alliance de la Gauche verte nordique (NGLA)** est une alliance de partis de gauche et écologiques du Nord de l'Europe, fondée le 1^{er} février 2004 à Reykjavik, en Islande.

Le Groupe parlementaire GUE/

NGL : Le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL) est un groupe du Parlement européen qui regroupe les députés issus des partis de gauche, majoritairement communistes ou ex-communistes. Ce groupe compte (avant le 7 juin) 41 députés européens, issus de 16 partis, originaires de 13 États de l'UE. Il travaille également en association avec 4 partis, dont 3 ne sont pas, actuellement, représentés au sein du Parlement européen. Le groupe GUE/NGL est un groupe confédéral : il est composé de délégations nationales et de partis membres. Parfois les députés d'un même pays élus sur des listes concurrentes en font partie (ex. Grèce, Portugal). Si les partis membres doivent partager des objectifs politiques communs, exprimés notamment dans la déclaration constitutionnelle du groupe, ils restent souverains quant à leur ligne politique. ●●●

(1) <http://www.ipolitique.fr>

(2) http://www.elections-europeennes.org/elections_europeenes/partis_nationaux/cartes_partis_nationaux.php

**POIDS ELECTORAL DES LISTES COMPRENANT DES PARTIS
APPARTENANT À LA GAUCHE UNIE EUROPÉENNE (GUE) OU À L'ALLIANCE AU PARLEMENT (NGL)**

Pays	Parti	Partis Européens			GUE- NGL*	Européennes 2009	Poids**
		PGE	GACE	NGLA			
Allemagne	Die Linke				7	PGE	9-10 %
	Parti communiste					PGE	0,1 %
Royaume-Uni	Socialist Workers Party						
	Respect						0,3 %
	Socialist Party						
	Sinn Féin				1	PGE	0,4 %
	Scottish Socialist Party						
Autriche	Parti communiste						0,8 %
Belgique (Flandres)	Parti communiste					PGE	1 %
	Comité pour une autre politique						0,3 %
Belgique (Wallonie)	Parti communiste					PGE	1 %
	Autre Gauche						
	LCR-PSL					LCR-PSL	
Chypre	AKEL				2	PGE	31 %
Danemark	Parti socialiste du peuple					Parti socialiste du peuple	13 %
	Alliance rouge et verte					Alliance rouge et verte	2,2 %
	Mouvement populaire contre l'UE				1		5 %
Espagne	Parti communiste						
	Izquierda Unida				1	Izquierda Unida	3,80 %
	Zutik (Pays basque)						
Estonie	Parti Estonien de Gauche					PGE	0,1 %
Finlande	Alliance de gauche				1	PGE	9 %
	Parti communiste					Parti communiste	
France	Parti communiste				3	PGE	
	Nouveau parti anticapitaliste						
Grèce	Synaspismós				1	PGE	4-5 %
	Gauche rénovatrice communiste et écologique						
	Parti communiste				3	PGE	8 %
Irlande	Socialist Party					Socialist Party	0,1 %
	Sinn Féin				1	GUE	7-10 %
Italie	Refondation communiste				5		6 %
	Parti communiste				2		2,4 %
	Gauche critique						
	La Gauche - l'Arc-en-ciel						3 %
Lettonie	Parti socialiste					Parti socialiste	5 %
Luxembourg	Déi Lénk					PGE	2 %
Pays Bas	Parti Socialiste				2		16 %
Pologne	Parti polonais du travail						
	Jeunes socialistes					PGE	
Portugal	Bloco de Esquerda Portugal				1	PGE	6,5 %
	Parti communiste				2		9 %
Roumanie	Partidul Alianta Socialista					PGE	0,5 %
Slovaquie	Komunistická strana Slovenska					PGE	4 %
Suède	Parti de la gauche				2	PGE	6 %
	Parti du Socialisme démocratique					PGE	
	Parti Communiste				2	PGE	13 %
Non membres de l'Union Européenne							
Islande	Mouvement des Verts et de Gauche						
Norvège	Parti socialiste de gauche						
Saint-Marin	Refondation communiste						
Suisse	Partei der Arbeit der Schweiz						
	Mouvement pour le Socialisme solidarités						
Turquie	Parti de la liberté et de la solidarité						
Moldavie	Parti communiste						

En gras les alliances qui comprennent plusieurs partis.

En gris sombre les partis membres, en gris clair les partis observateurs.

* Le chiffre représente le nombre de députés européens.

** Les chiffres indiqués donne uniquement un ordre de grandeur (dernières élections législatives ou dernières élections européennes)



●●● 1 Les situations par pays

Quatre pays n'ont pas de partis de gauche alternative connus, la Bulgarie, la Lituanie, Malte et la Slovénie. Trois autres ont des partis de gauche alternative quasi insignifiants. C'est le cas de l'Autriche, qui a un parti communiste membre et cofondateur du PGE, l'Estonie où existe un tout petit Parti de la Gauche unie affilié au PGE et la Hongrie, qui a un petit parti communiste (Munkastpart, 0,5 %) qui a récemment quitté le PGE.

1.1 Allemagne

Il existe deux partis de la gauche alternative en Allemagne, La Gauche (Die Linke) et le DKP, le parti communiste d'Allemagne de l'Ouest, qui, relativement marginal, présente des candidats sur les listes de Die Linke aux européennes, sous la bannière du PGE. Die Linke est née de la fusion, le 16 juin 2007, du Parti du socialisme démocratique (PDS) et de l'Alternative électorale travail et justice sociale (WASG). Die Linke comprend de nombreuses fractions différentes, allant des trotskistes ou des communistes à l'ancienne aile gauche de la social-démocratie et intégrant une composante syndicale importante et de non-affiliés à un ancien parti. En septembre 2008, le parti revendique 76 139 membres. Il est représenté au Bundestag, où son groupe détient 53 sièges sur 614. Au niveau international, Die Linke est membre du PGE (dont le président Lothar Bisky), et du Forum pour une Nouvelle gauche européenne (NELF) et siège au Parlement européen dans le groupe GUE/NGL. Die Linke se revendique du socialisme démocratique, dénonce le système capitaliste et son développement libéral. Die Linke est le parti qui envoie le plus de députés au Parlement européen, et pèse aujourd'hui entre 9 % et 10 % de l'électorat.

1.2 Belgique

Les partis en Belgique sont dédoublés entre la Wallonie et les Flandres. Ainsi, il existe deux partis communistes, assez confidentiels (1 %), qui présentent des listes aux européennes avec le programme du PGE. D'autre part, il existe deux mouvements politiques: l'Autre Gauche en Wallonie et le Comité pour une autre politique en Flandres qui ont été formés entre autre à l'initiative de la LCR belge. Ces deux mouvements sont

aussi très marginaux, moins de 1 %, ils ne se présentent pas aux européennes. Pour les élections européennes, la LCR s'est associée avec le PSL (parti socialiste de lutte).

1.3 Chypre

Le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) est de type communiste. Il est le premier parti chypriote depuis 2001. Aux dernières élections législatives en 2006, il a obtenu 18 sièges (deux de moins qu'en 2001). Il dispose également de deux députés européens qui font partie du groupe GUE/NGL. En présentant Dimitris Christofias à l'élection présidentielle des 17 et 24 février 2008, l'AKEL a amené une première dans l'Union européenne: un communiste à la présidence. AKEL milite pour l'indépendance de Chypre vis-à-vis de la Grèce et de la Turquie. Il souhaite la réunification de l'île avec une solution

Le Groupe parlementaire GUE/NGL restent souverains quant à leur ligne politique.

fédérale ainsi que la démilitarisation et le non-alignement du pays. Il était pour l'entrée de Chypre dans l'Union européenne sous conditions.

1.4 Danemark

Parti socialiste du peuple

La base idéologique du SF est le socialisme populaire (folkesocialisme) inspiré par le socialisme démocratique et l'écologisme. Ce parti pèse autour de 13 %. Le SF est membre de l'Alliance de la gauche verte nordique et a le statut d'observateur au Parti vert européen. Entre 1979 et 1989, ses eurodéputés siégeaient parmi les communistes et apparentés. Entre 1989 et 1994, son unique eurodéputé a été membre du groupe parlementaire du PGE-NGL. Entre 1994 et 1999, son nouvel eurodéputé a rejoint le groupe des Verts. Entre 1999 et 2004, l'eurodéputé qui lui succède siège à nouveau au sein du groupe du GUE. Après l'élection de 2004, Margrete Auken, a à nouveau fait le choix controversé de siéger parmi les Verts.

Alliance rouge et verte

L'Alliance rouge-verte a été formée en 1989 par trois partis de gauche: le Parti Socialiste de Gauche, le Parti

Communiste du Danemark et le Parti Socialiste des Travailleurs, et par des socialistes indépendants. Aujourd'hui l'Alliance Rouge-Verte a plus de 4500 membres dont une majorité n'a jamais été membre des organisations fondatrices, et travaille main dans la main avec les 1000 membres du Front de la Jeunesse Socialiste. L'Alliance Rouge-Verte s'oppose à la construction de l'Union Européenne. Aux élections européennes l'Alliance Rouge-Verte présente des candidats des deux mouvements critiques de l'UE: le Mouvement de Juin et le Mouvement des Peuples contre l'UE.

Mouvement populaire contre l'UE

Le Mouvement populaire contre l'UE est une association politique contre l'Union européenne. Elle a été créée en 1972 comme une plateforme transpartis pour le Non au référendum pour rentrer dans l'Union. Aujourd'hui cette association a un député au Parlement européen. Ce n'est pas à proprement parler un parti politique encore moins anticapitaliste mais le député siège au sein du groupe GUE-NGL

1.5 Espagne

La force de la gauche alternative dominante en Espagne est la Gauche unie (Izquierda Unida), qui comprend en son sein le parti communiste. Il s'agit d'une coalition politique espagnole de gauche formée en 1986 par différents partis. Ses députés siègent au GUE/NGL et il est membre fondateur du PGE. Lors du scrutin de 2008 Izquierda Unida obtient le pire score de la gauche espagnole depuis la restauration démocratique en 1977, avec 3,80 % et deux députés seulement. Izquierda Unida se présente aux élections européennes avec Initiative des Verts de Catalogne-Gauche unie et alternative. Au Pays Basque, il existe un parti le Zutik, formé en 1991, affilié à la Quatrième ●●●

Cerises est édité
par les Communistes unitaires
contact.cerises@gmail.com

Noyau: Gilles Alfonsi, Pierre Jacquemain
Queues de Cerises: Michèle Kiintz,
Philippe Stierlin, Roger Martelli,
Catherine Tricot, Arnaud Viviant,
Julien Alapetite

●●● Internationale et au GACE.

1.6 Finlande

A côté de l'Alliance de gauche, qui est une force politique importante en Finlande reste un petit parti communiste (0,75 %) qui présente ses listes aux élections européennes. L'Alliance de gauche est membre de la NGLA. Elle recueille approximativement 10 % des suffrages. Elle a un député européen, membre du groupe GUE/NGL. Le parti a été créé en 1990 suite à la fusion du Parti communiste (90 % des membres lors de la fusion), de la Ligue démocratique du peuple finlandais (SKDL) et de la Ligue démocratique des femmes finlandaises (SNDL). En dépit de ses origines, l'Alliance tend à rompre avec le communisme, et sa ligne politique actuelle insiste beaucoup sur l'écologie.

1.7 Grèce

Coalition de la gauche, des mouvements et de l'écologie, Synaspismos et SYRIZA.

Le Synaspismos est le parti le plus important de l'alliance de la gauche radicale-démocratique (SYRIZA), présidé depuis février 2008 par Alexis Tsipras. Le SYN actuel est l'héritier direct de la coalition formée en vue des législatives de 1989 entre différents groupes de gauche et la branche dissidente du KKE (Parti communiste grec) dite « de l'intérieur », favorable à l'intégration de la Grèce à l'Union européenne. Après la chute de l'Union soviétique, les réformateurs exclus forment en 1991 un parti désormais opposé au Parti communiste et reprennent le nom de Synaspismós qui devient un des membres fondateurs du PGE, tout en étant observateur à GACE. Aux législatives de 2004, le SYN s'allie avec plusieurs petits partis d'extrême gauche (trotskystes et maoïstes entre autres) ainsi que du petit parti écologiste-communiste (AKOA) dont il est proche depuis 2000 dans le cadre de la SYRIZA. La SYRIZA recueillit 241 539 voix (3,3 %) et eut 6 députés, tous membres du Synaspismos, ce qui mena à des tensions dans la coalition. En mars 2009, la SYRIZA (disposant d'un député européen sortant siégeant au GUE/NGL) est créditée de 7,5 % des intentions de votes.

Le Parti communiste de Grèce

(KKE) est contre l'appartenance de la Grèce à la Communauté européenne et a aussi appelé à voter contre le Traité de Maastricht ou l'élargissement de l'Union. Aux élections législatives de septembre 2007, le KKE a dépassé les 8 % de voix et compte actuellement 22 députés, confirmant ainsi sa place de troisième parti de Grèce. Au parlement européen, il siège au GUE/NGL, mais s'est opposé à la création du PGE.

1.8 Irlande

En dehors d'un petit parti trotskiste – le SWP – le principal parti de gauche est le Sinn Féin un des seuls grands partis à être à la fois actif en Irlande du Nord et en République d'Irlande. Aux dernières élections en mai 2005, il obtient cinq députés au Parlement britannique (24,3 % en Irlande du Nord). Le Sinn Féin est le principal parti à avoir fait campagne contre le traité de Nice avant le premier référendum (2001). Il a aussi fait campagne contre le traité

Quatre pays n'ont pas de partis de gauche alternative connus, la Bulgarie, la Lituanie, Malte et la Slovaquie.

de Lisbonne en 2008. Il a remporté en juin 2004, le siège de député au Parlement européen qui est membre du Groupe confédéral de la GUE-NGL.

1.9 Italie

Le Parti de la refondation communiste, souvent appelé seulement Refondation (communiste) est un parti politique communiste de type fondateur, fondé en 1991 et appartenant au PGE. Il dispose de cinq députés dans le Parlement européen (197 170 votes, 6,1 % des voix en juin 2004) où il siège dans le groupe GUE/NLG. Il a été formé en 1991, quand le Parti communiste italien s'est divisé en deux formations, l'une allant vers la social démocratie et le parti Refondation communiste issu de l'aile gauche du parti. En 2008, une nouvelle coalition se présente aux élections politiques; elle rassemble, sous le nom de La Gauche – l'Arc en ciel, la Fédération des Verts, le Parti de la refondation communiste, le Parti des communistes italiens et la Gauche démocrate. Mais la Gauche critique (Sinistra critica),

association interne au Parti, le quitte en décembre 2007 pour se présenter séparément. Les élections de 2008 voient l'élimination de la totalité des élus du Parti. Afin d'éviter le risque de ne pas franchir le nouveau seuil national de 4 % (instauré en février 2009), le PRC s'allie avec le Parti des communistes italiens en une « liste anticapitaliste » à qui les sondages donnent entre 2,1 % et 4,9 %.

Le Parti des communistes italiens

est né le 11 octobre 1998 d'une scission de Refondation communiste, alors que ce dernier était devenu hostile à l'alliance de l'Olivier. C'est le dernier parti présent au Parlement qui en appelle explicitement au marxisme. Il est observateur du PGE.

La Gauche-l'Arc-en-ciel (La Sinistra – l'Arcobaleno) est une fédération de

partis de la gauche radicale italienne. Quatre partis composent la coalition: Parti de la refondation communiste, Parti

des communistes italiens, Fédération des Verts, Gauche démocrate La fédération a vu le jour le 8 décembre 2007. En 2008, aucun sénateur ou député n'a été élu, cette alliance obtenant à peine 3 % des voix (seuil d'exclusion: 4 %). Du coup,

les composantes de cette gauche qui éclate après les législatives deviennent extraparlimentaires.

1.10 Lettonie

Il existe un parti de gauche alternative, le Parti socialiste qui est d'obédience communiste. Son groupe compte actuellement 4 députés au Saeima. Héritier des communistes traditionnels et du « Front Internationaliste » (Interfront) de 1990.

1.11 Luxembourg

Créé le 30 janvier 1999, La Gauche (Déi Lénk) se veut un mouvement unitaire, rassemblant des militants principalement issus du Parti communiste du Luxembourg (PCL), de Nei Lénk (Nouvelle Gauche), du Parti socialiste-révolutionnaire ainsi que du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois. Son score national s'établit autour de 4 %. Bien qu'il n'ait obtenu aucun siège de député européen aux élections européennes de 2004, avec 1,69 % des voix (1,17 % pour le PCL), il est associé au groupe GUE-NGL. Il fait aussi partie du PGE.

●●●

●●● 1.12 Pays-Bas

Le Parti socialiste (SP) est fondé en 1972 par le regroupement de différents groupes de gauche et d'extrême gauche. Il a animé activement la campagne du Non au TCE en 2005. Depuis l'élection de 2006, le SP est le troisième parti politique néerlandais. Ses deux députés européens font partie du groupe parlementaire de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique. Il n'est pas membre du PGE.

1.13 Pologne

Il existe deux partis de la gauche alternative en Pologne, l'un les Jeunes Socialistes, observateur du PGE, qui présente des listes aux européennes, et l'autre, le Parti polonais du travail (PPT), qui fait partie de La Gauche anticapitaliste européenne (GACE).

1.14 Portugal

Le Bloc de gauche, fondé le 24 mars 1999, résulte de la fusion de trois partis, UDP (marxiste), PSR (trotskiste), et Política XXI, qui sont devenus des courants politiques du nouveau parti. En simplifiant, on peut dire que l'UDP est un courant communiste (ex-maoïste), que le PSR est lié à la IV^e Internationale (communiste trotskiste) et que Política XXI est composée d'anciens militants du Parti communiste portugais (PCP). Plus tard, BE fut rejoint par un parti de moindre dimension, le Ruptura/FER, relié à LIT. En 2005 Il a obtenu 8 sièges et 6,38 %, obtenant le meilleur résultat depuis sa création.

Il a aussi obtenu un député européen en

2004, inscrit au groupe GUE-NGL.

Il fait aussi parti du GACE et est membre du PGE.

Le Parti communiste est un des deux grands partis communistes en Europe avec le PC grecque qui ne se sont pas refondés. Il est une force politique importante, un peu en dessous de 10 %. Le Parti est représenté au Parlement européen, avec deux députés: Ilda Figueiredo et Pedro Guerreiro. Il a obtenu 9,2 % des voix aux élections européennes de 2004. Il fait partie du groupe GUE-NGL.

1.15 République tchèque

Le Parti du Socialisme démocratique (SDS) est un membre fondateur du Parti de la gauche européenne. Fondé en décembre 1997, il est le résultat de la fusion du SDL (Parti de la Gauche démocratique) et du LB (bloc de Gauche) en juin 1997. Au départ, le parti, portait le nom de LB-SDL. Le PCBM est le parti communiste le plus influent dans les pays de l'Europe de l'Est, avec 6 députés européens qui siègent au GUE/NGL. Il est observateur au PGE.

1.16 Roumanie

Le Parti de l'Alliance socialiste (PAS) a été créé en juillet 2003, membre (peu actif) du Parti de la gauche européenne. Il n'a ni député ni sénateur. Il s'est formé à partir d'une aile du PSM (Parti socialiste du travail) qui refusait la fusion avec le Parti social-démocrate et voulait demeurer un parti marxiste.

1.17 Royaume-Uni

A côté de deux petits partis trotskistes,

le Socialist Workers Party (SWP) et le Socialiste Party, la force anti-capitaliste alternative la plus importante est la coalition RESPECT, fondée le 25 janvier 2005. Son nom est un acronyme pour Respect, Égalité, Socialisme, Paix, Environnement, Communauté, et Trade-unionism (syndicalisme, en anglais). Il a un seul député, George Galloway. Ce parti est soutenu par plusieurs formations trotskistes dont la plus importante est le SWP. Aux élections législatives de 2005, les 26 candidats de ce parti ont obtenu 68 000 voix soit 0,3 % des voix. Malgré cette faible présence au niveau national, il a pu faire élire George Galloway. Une scission a eu lieu en novembre 2007 et un nouveau mouvement a été créé Respect Renewal.

1.18 Slovaquie

Le parti communiste est le seul parti anticapitaliste de gauche alternative en Slovaquie. Aux élections de 2002 il a recueilli 6 % et 11 places au parlement. Il perdit cette représentation en 2006 où il obtint 3,8 %. Il est observateur du PGE.

1.19 Suède

Le Parti de gauche est un parti socialiste suédois fondé en 1917, membre de NGLA. Lors des élections générales suédoises de 2006, le Parti de la gauche subit un recul important, avec 5,8 % des suffrages exprimés et 22 sièges au Riksdag. Au Parlement européen, il siège au GUE/NGL.

● JULIEN ALAPETITE

SUITE AU GÂTEAU du n°36

LA LIBERTÉ DE CHOISIR D'ÊTRE LIBRES

Dans le dernier numéro de *Cerises*, notre gâteau avait un goût de liberté... Ricardo Montserrat, écrivain d'origine catalane, nous livre ses réflexions sur la montée du tout sécuritaire.

Nous avons le choix. Nous sommes libres d'accepter ou de refuser. Si tous ceux qui souffrent de, ne supportent plus de, faisaient le bon choix, les choses changeraient, n'est-ce pas. Est-ce sûr ? Avons-nous vraiment le choix ? Oui : vous qui effeuillez ce cerisier et parcourez feuilles de chou, bulletins radio et écrans avec circonspection, l'avez. Non : la plupart de ceux qui devraient

n'ont pas la possibilité, moins encore la liberté de choisir. Un choix, c'est entre au moins deux objets. Mais, dans notre démocratie-QCM de plus en plus restreinte, et « protégée », tout est fait pour qu'il n'y ait pas de possibilité de choix, qu'il n'y ait plus qu'un simulacre de choix. Tout et son contraire, à savoir :

- *la répétition sans fin de tautologies* : La nation, les Français, le monde entier, la jeunesse, les classes moyennes, la bourgeoisie...

qui nous diluent dans des catégories phantasmatiques, avec obligation de partager ce que TOUS, et donc CHACUN, acceptent. *Ex.* : Le monde entier s'est ému de la disparition de 226 passagers... La moitié du fameux monde entier ne sachant même pas qu'il y a eu une Seconde Guerre mondiale et un holocauste, on a des doutes. Mon dentier s'émeut-il des milliers de victimes de l'amiante et autres pollutions industrielles, des millions ●●●

LA LIBERTÉ DE CHOISIR D'ÊTRE LIBRES (suite)

●●● de femmes et d'enfants assassinés, des millions de morts-en-vie provoqués par la spéculation, etc. ?

• *les clichés réducteurs sur le bonheur, le malheur, le progrès, la modernité, l'héroïsme, la civilité, l'intelligence. Mais puisqu'on vous dit que le monde, la France sera plus ceci plus cela si elle abandonne avec courage ses réflexes rétrogrades et se lance avec détermination dans le pari de la compétitivité ! Faudrait être con pour... !* Tant pis, si, chaque instant de nos journées, la vie contredit ces assertions.

• *la qualification des décideurs, choisisseurs par leurs diplômes, titres, fonctions, désignations, hérédité, appartenance à une caste, les autorisant à penser, imposer, mentir, bien qu'ils soient eux-mêmes imposés, décidés, autorisés par d'autres mieux diplômés.*

• *et par conséquent, la disqualification de la majorité* parce qu'elle ne possède pas les autorisations délivrées ci-dessus, par ce qu'elle ne « sait » pas. Ainsi, en France, plus de quatre-vingt-dix pour cent des livres sont écrits par... des enseignants ou des journalistes. Ceux qui n'ont pas les diplômes justifiant de leur maîtrise de la langue et des règles ne sont pas qualifiés pour raconter leur histoire, en discuter, parler d'amour, de haine, d'enfance, de beauté, de laideur, de richesse, de misère...

Seulement la lire, et encore. Même pas la faire. Ceux qui n'ont pas les diplômes sont victimes de l'histoire, jamais auteurs. *La historia es nuestra y los pueblos la hacen*, murmura Allende avant de se suicider.

• *l'entrelacement de règles, de lois, d'interdits, normes, défenses, codes, aussi mouvants que les sables du même nom, que chacun est censé connaître, et qui nous empêchent d'agir, d'oser, puisque le moindre de nos actes, et en particulier ceux qui relèvent de la liberté, de l'audace, de la colère, de l'autonomie, de la passion ou de l'originalité, risque d'être illégal, indécent, immoral, dangereux, provocateur, inepte... et faire l'objet de nouvelles interdictions. Chacun se sent coupable ou est susceptible de le devenir. Le choix ne se fait plus entre le bien et le mal, mais entre le légal et l'illégal. Ou nous nous trouvons d'un côté des barreaux ou nous pourrions nous y trouver. Inclus ou exclus. Logés ou à la rue. Utile ou*

assisté. Seule solution : tricher, mentir, se débrouiller, dissimuler et par là-même se rendre coupable donc asocial.

• *Une bureaucratie alliée à une technocratie* aux ordres des puissants décideurs renforce la toile legaliste de rituels et de pratiques si absconses que seuls ceux qui décident et les mettent en place peuvent tricher et s'en sortir.

• *Sous ce fatras, se dissimule la violence d'une jungle bien plus redoutable* : celle des peurs, craintes, angoisses, terreurs, paralysies auxquelles nous obéissons sans rechigner, car elles sont intégrées dans le disque dur, le cerveau gauche, l'inconscient, le patrimoine culturel, et alimentées en continu par le système psycho-marchand fondé sur la négation de l'individu et du citoyen : vous ne pouvez pas, vous ne savez pas, vous ne vous rendez pas compte, vous n'imaginez pas, vous n'êtes pas, vous n'êtes plus, vous n'avez jamais été... ensemble terrorisant

L'entrelacement de règles, de lois, d'interdits, aussi mouvants que les sables du même nom, nous empêchent d'agir, d'oser, puisque le moindre de nos actes risque d'être illégal, indécent, dangereux, ... et faire l'objet de nouvelles interdictions.

que seuls le plaisir, la jouissance, les ersatz de bonheur que procure l'action grégaire, l'applaudir ensemble, le consommer ensemble, la transe haineuse, faire et penser les mêmes choses, peut apaiser.

Et là, chers cueilleurs de cerises utopiques, nous sommes tous pendus à la même branche ! Les plus libres d'entre nous ne peuvent plus que réagir, râler, ronchonner, tempêter. Les plus conscients parmi nous ne sont plus que réactionnaires, conservateurs, protestataires, contestataires et *nonistes*. La machine nous contraint à la seule opposition (forcément négative), au refus (destructeur), au regret (passéiste), à la colère (imbécile), nous pousse à des comportements qui sont loin d'être humanistes : la rage, l'envie, la crainte, la haine, le dégoût, le ras-le-bol, le découragement, l'indifférence, l'hébétéude. Nous manifestons, gueulons, nous résistons, défendons et nous perdons.

Nous sommes vaincus, damnés, défaits et amers.

Nos adversaires nous volent la joie, l'amour, le plaisir, le rêve, l'avenir, le projet... qu'ils transforment en marchandises, en services.

Yes, we can ! Pour être libres de choisir d'être libres, chères vieux hêtres, nous nous devons de proposer la vie, l'allégresse, le rire, le sentimental, l'amical, le solidaire, le libre, l'insolent, le bon, le beau, le bien, libéré du fardeau du marchand, de l'étiquette du comptable, du règlement de l'administratif, de la peur du technocratique. Nous devons revendiquer le réel. NOTRE réel. Notre corps, nos corps, notre nature, notre environnement, notre travail et notre repos quotidien, notre imaginaire comme alternative, comme choix possible non déléguable.

Nous devons repartir de l'humain, de l'amoureux, du bien, commun, **ce que nous possédons déjà** et que nous pouvons sans cesse accroître : le sens du beau, de l'heureux, du lumineux.

Comme l'écrivait Simone Weil à propos de ses compagnons de baignade : « *Il ne suffit pas de vouloir leur éviter des souffrances, il faudrait vouloir leur joie.* »

Nos projets doivent laisser toute la place possible à l'autre, au prochain, au possible, au différent, ouvrant sur des diversités, des multiplicités,

des unicités protégées par l'ensemble des chacuns.

Nous devons permettre le passage d'une culture à l'autre, l'ouverture des cultures les unes aux autres, franchir les limites, les divisions, dans un espace toujours en mouvement. Permettre que l'imaginaire et la symbolique de tous (et surtout de ceux qu'on a mis en marge de l'Histoire, de la scène publique) soient reconnus.

Seul le dépassement des normes sociales dans une alchimie en œuvre dans l'exercice réel de la démocratie, permettra l'exercice de la liberté.

Nous nous devons de *dépasser l'imaginaire capitaliste*, défini comme une expansion sans fin de la consommation et **inventer un espace où se construiront de nouveaux rapports politiques, artistiques, sociaux, faisant de chacun de nous l'auteur de sa vie.**

● RICARDO MONSERRAT

Le député capitaliste

Le député capitaliste Frédéric Lefebvre a un atout : sa tête. Le peuple a enfin droit au vrai visage du système. Grâce à lui, le masque du capitalisme franchouillard, façon comique troupière, d'André Santini, dont il était le suppléant dans les Hauts-de-Seine, est désormais tombé. Avec lui, pas de rigolade. C'est perte de temps. On n'est pas à OK Corral.

Car le député capitaliste ne se déguise pas. Sans miséricorde, il ne s'embarrasse pas avec les habits blancs, tâchés d'homophobie, du capitalisme compassionnel de sœur Christine Boutin. Conservateur, il préfère amidonner la chemise grise du capitalisme paternaliste de Jean-Pierre Raffarin, fossoyeur du lundi de Pentecôte et dézingueur du droit à la retraite. Novateur, il prête une cravate-club au ministre Eric Besson, qui aime le jaune, et donnera son look jésuitique au capitalisme liberticide. Jamais en short, il revêt le costume brun ou noir du capitalisme total. C'est un *winner*, qui a peur d'être ringard.

Flanqué ainsi de ses habits de croque-vivants, un député capitaliste traverse tous les courants de la droite. Il peut soutenir M. de Villepin et son CPE.

Ainsi va Hervé Mariton (Drôme), promoteur de la privatisation des gares et pourfendeur des « *syndicats qui veulent désorganiser la SNCF* » (France Info, 15 janv. 2009). Il peut tout aussi bien soutenir Alain Madelin (puis

Nicolas Sarkozy) et devenir secrétaire d'Etat. Ainsi court Hervé Novelli (Indre-et-Loire), cheville assez peu ouvrière du *Conseil des Entrepreneurs* comprenant MM. Charles Beigbeder (PDG de Poweo), Dominique Desseigne (PDG du Groupe Barrière), Henri Giscard d'Estaing (PDG du Club Med), Aliza Jabes (PDG du groupe Nuxe)...

Le député capitaliste arrive à faire oublier qu'il est député. Pour lui, l'élection est une formalité, un passage obligé, un tremplin. Il est cumulard et forcément « *chef de* » (file, famille, entreprise). Il fait partie des nombreux députés « *de la branche entrepreneuriale* », celle qui abhorre depuis 1840 la réduction du temps de travail (et donc les RTT, les congés payés, de formation, de maternité...), qui torpille les réglementations sociales, sanitaires et environnementales les plus efficaces, celle qui peut le plus et donne le moins. Il n'aime que les femmes et les hommes performance, déteste la fragilité, veut faire travailler « volontairement » les vieux, les malades, les ados, pourquoi pas les enfants ? Il ne supporte pas le temps « improductif », ou pire le temps hors travail payé par le capital. Il n'a pas eu le temps de lire Jacques Prévert : « *Dis donc camarade soleil, tu ne trouves pas que c'est plutôt con, de donner une journée pareille à un patron ?* » Il est Jacques Attali en moins cultivé.

Le député capitaliste, magicien de coulisses, transforme en or ce qu'il touche. Il fait du lobbying, cette pratique patronale de défense des intérêts privés, loin d'une éthique de femmes et d'hommes libres construisant un destin commun. Il est un PDG en veille active ou un ex-businessman très cher payé en « faisant

du conseil », rebaptisé « consulting » pour faire moderne. Ainsi va Frédéric Lefebvre, ex-actionnaire majoritaire du cabinet Perroquet Institutionnel Communication (PIC Conseil), entreprise créée en 1996 (792 000 euros de bénéfices nets en 2005 pour 1,5 million de CA) « *Nous vendons notre matière grise plutôt cher* », a reconnu le cofondateur Steven Zunz, ex-assistant parlementaire de Christian Estrosi, ancien ministre de l'Aménagement du Territoire. PIC Conseil et Causalis sont devenus *Domaines publics* en 2004. Les clients ? Des syndicats professionnels (industrie agroalimentaire, pharmaciens, producteurs audiovisuels, agences immobilières, pompes funèbres) et des grands groupes industriels (Suez, Bouygues, Alcatel, Sodexo, casinos Lucien Barrière, rhum Baccardi, cigarettier Altadis). Une firme très active lors des débats parlementaires. Avoir été, comme Frédéric Lefebvre, collaborateur de Patrick Ollier, président de la commission des Affaires économiques de l'Assemblée nationale aide.

Le député capitaliste, par ses provocations, se joue du monde comme une éclipse. La nuit froide qu'il fait régner sur un territoire durant quelques heures fait que l'on souhaite vite le retour du soleil, de la raison, de la chaleur humaine. Il a pour fonction, entre deux révolutions, de ressusciter le mythe du capitalisme régulé et salvateur.

Il a enfin cette mentalité qui consiste à transformer la collectivité en individualistes, à mettre en conflit les vieux et les jeunes, les grévistes et les non-grévistes, les salariés et les chômeurs, les intoxiqués du travail et ceux – trop paresseux à son goût – qui respectent leur temps de travail. Il formalise le désordre social. Avec lui, le peuple doit se remettre entre les mains d'un patronat dont il ne sert à rien de peindre le caractère oligarchique. Nous devrions être pris dans une communion de destin pour faire don de sa personne, de son travail et de ses congés au capital. Et c'est la nature participative de ce geste qui en fait un épisode de mystification, cachant le contrat de sujétion (par ailleurs de plus en plus inégal) entre employeurs et salariés.

Le député capitaliste pourra exercer une fascination-répulsion sur le député socialiste. En panne d'arguments, ce dernier traitera le premier de *pitbull*, de *roquet* ou de *caniche du Président*. Chez lui, ce qu'il importe de juger, c'est beaucoup moins le capitaliste que Lefebvre lui-même. Alors qu'il y a beaucoup plus à attendre de la révolte des classes dominées que de la caricature d'un représentant de la classe dominante. Face à la vacuité de l'alternative sociale-démocrate qu'il représente, il lui arrivera de contester la méthode tout en discernant une vérité dans la part la plus détestable de la parole réactionnaire. Il affublera alors l'idée de droite du qualificatif « de gauche ». Devant l'émoi populaire, le député socialiste parlera aussi de recul social. Il faut dire, différence avec le député capitaliste, qu'il lui arrive de commémorer Jacques Prévert.

DÉLICIEUX



Dans *La nouvelle guerre médiatique israélienne*,

Denis Sieffert décortique la médiatisation de la politique israélienne de négation du droit des Palestiniens à vivre libre dans un Etat indépendant, et ses soutiens en France. Le directeur de *Politis* y déconstruit en particulier le discours du gouvernement d'Israël lors de l'opération menée par son armée à Gaza, fin 2008 – début 2009 : pour rendre le Hamas responsable de la rupture de la trêve, couvrir la mort de 1 342 Palestiniens, occulter le blocus des territoires palestiniens, justifier l'humiliation et la répression quotidiennes subies par leurs centaines de milliers d'habitants...

Dans le registre de la « production de vérité » (Michel Foucault, cité par l'auteur), « c'est l'omission, l'oubli ou le déni qui produisent le plus souvent une représentation biaisée de la réalité ». On peut citer le silence sur l'extension des colonies, la destruction de toutes les possibilités de développement économique et social, l'exclusion du jeu démocratique israélien d'une partie de ses habitants (arabes), l'impasse sur les évolutions politiques du Hamas, ou encore la tentative de faire croire qu'il n'existe pas de revendication nationale palestinienne mais seulement un conflit planétaire entre les forces du Bien (Etats-Unis en tête) et celles du Mal (Syrie, Frères musulmans égyptiens, Iran)... Bref, faire croire à l'existence d'une menace concrète de disparition d'Israël permet de justifier toutes les exactions.

Cette guerre des images et des mots se retrouve dans les représentations que véhiculent les médias en France concernant les manifestations de solidarité avec la cause palestinienne, et dans l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme. Malheureusement, cette dernière peut s'appuyer sur « les fautes de certains pro Palestiniens » (par exemple ceux qui assimilent les morts sous les bombardements d'Israël à un holocauste)...

Ce livre sera particulièrement recommandé aux non-spécialistes intéressés par une approche pédagogique du conflit israélo-palestinien et ses « ondes de choc » mondiales, où l'on saisit concrètement comment la guerre des mots et des représentations est partie intégrante des rapports de forces en cours, et doit l'être du combat pour l'émancipation.

● **G.A.**
La nouvelle guerre médiatique israélienne, Denis Sieffert, La Découverte, mai 2009, 11,50 euros.

À TABLE !



« LISTE ANTISIONISTE » :

Immonde dans les boîtes aux lettres

L'affiche de la liste menée par Dieudonné Mbala Mbala en Ile-de-France pour l'élection européenne, actuellement collée sur les panneaux officiels et reproduite sur sa profession de foi, rappelle la sinistre mémoire des affiches de la propagande antisémite pendant l'Occupation.

On y voit quatre hommes, dont les trois chefs de file masculins prétendus militants

pour « une Europe libérée de la censure, du communautarisme, des spéculateurs et de l'OTAN ». Derrière eux, le quatrième personnage est un rabbin.

L'affiche est conçue pour que nous pensions que les quatre sont candidats, donc que Dieudonné a sur sa liste un rabbin... pied de nez à ceux qui l'accusent d'antisémitisme. Mais voilà, le nom de ce personnage ne figure pas sur l'affiche. Que fait-il là, s'il n'est pas candidat ? Et d'ailleurs, même s'il l'était, que ferait-il là sans son nom ?

Que fait-il là, si ce n'est occuper la place du juif, qui complotte et qui ruse ? Que fait-il là si ce n'est représenter la censure (juive), le communautarisme (juif), les spéculateurs (juifs) et l'OTAN au service des Juifs contre laquelle la « liste antisioniste » entend grappiller des voix ?

Si le bras droit de la tête de liste est tendu vers le bas, ce n'est que parce que sa main gauche le retient de devenir un salut nazi. L'humour selon Dieudonné...

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'ACU - SAINT-OUEN - 12 ET 13 JUIN 2009`

Les 12 et 13 juin aura lieu l'assemblée générale annuelle de l'association des communistes unitaires (ACU) à Saint-Ouen.

Moins d'une semaine après les élections européennes, ce rendez-vous sera l'occasion d'une discussion sur la situation politique créée et de poursuivre les échanges sur la construction de notre association.

De nombreuses contributions ont été publiées sur le site communistesunitaires.net

- Julien Alapetite introduira le débat le vendredi soir : Lecture synthétique des points abordés dans les contributions

.

- Gilles Alfonsi introduira le débat du samedi matin : La stratégie de l'ACU et la contribution de l'ACU à la Fédération.

Les points organisationnels pratiques seraient intégrés à ces deux volets dans la discussion.

(Participation financière évaluée à 10 euros).

Vendredi 12 mai - 18h - Salle Cap'J (cf AG de juin 2008)

42 Av. Gabriel Péri - entre les stations Mairie de St-Ouen et Garibaldi (cour avec portail)

Métro : ligne 13

Samedi 13 juin - 9h-13h30 - Salle Barbara (cf AG de nov. 2008)

5 rue des Ecoles, derrière la mairie (parking entre mairie et bâtiment de cette salle), 1^{er} étage

Métro : ligne 13, m° Mairie de St-Ouen